

# AVIGNON

Ville d'exception

**DGA PILOTAGE DES RESSOURCES  
ET DE LA PERFORMANCE**  
*Département des Affaires Juridiques*  
*Service des Assemblées*  
**AG**

## ARRÊTE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

Le Maire de la Ville d'Avignon,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-17, L.2122-19, R.2122-8, R.2122-10,  
Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle,  
Vu le décret n° 2006-1806 du 23 décembre 2016 relatif à la déclaration, modification, dissolution et publicité du pacte civil de solidarité modifié,  
Vu l'instruction générale relative à l'Etat-Civil,  
Vu l'avis favorable émis par Monsieur le Procureur de la République d'Avignon le 20 mars 1985,  
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2020 procédant à l'élection de Madame Cécile HELLE, en qualité de Maire de la Ville d'AVIGNON,  
Vu la délibération n°5 du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire,  
Vu l'article L. 2122-17 du code général des collectivités territoriales,

### ARRÊTE

Délégation de signature est donnée à :

**Mimia DJELAIBIA**  
Agent, Direction de l'Etat civil

pour :

**ARTICLE 1 :** L'arrêté du 25 janvier 2021 est abrogé.

**ARTICLE 2 :** La délivrance de toutes copies et extraits du registre d'Etat Civil quelle que soit la nature des actes.

**ARTICLE 3 :** En l'absence ou en cas d'empêchement de Mesdames et Messieurs les Adjointes et Conseillers Municipaux Délégués, délégation de signature est donnée :

a) Pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet.

b) Pour la légalisation des signatures, dans les conditions prévues à l'article L 2122.30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 4 :** les certificats de vie.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Madame le Maire d'Avignon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Nîmes 16, avenue Feuchères 30000 NIMES dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AVIGNON, le 22 NOV. 2023  
Le Maire,  
Cécile HELLE



Pour ampliation

Agnès GAGLIARDI  
Attaché Territorial



Parvenu en Préfecture le : 23 NOV. 2023  
Publié le : 27 NOV. 2023

Notifié le : 24/11/2023  
Signature :

